

Frédéric Lordon : « On ne demandera pas au capital d'envisager gentiment de rendre les clés »

L'Humanité, Vendredi, 8 Novembre, 2019

Vivre sans ? : tel est le titre du dernier ouvrage du philosophe et économiste Frédéric Lordon, paru aux éditions la Fabrique. Mais sans quoi ? Sans institutions, gouvernement, travail, argent, État ou police. C'est cette revendication générale, partagée par une part non négligeable de la gauche radicale, que l'auteur prend ici à bras-le-corps et, en dépit d'évidentes sympathies, entend contrecarrer.

Vous vous dites « à contresens de (votre) époque ». Vous mobilisez en effet un quatuor qui n'a plus très bonne presse à gauche : Lénine, Trotsky, dictature du prolétariat et Grand Soir. Quand l'idéal de « démocratie directe horizontale » s'impose avec force, pourquoi cette résurrection ?

Frédéric Lordon Par enchaînement logique. Si les données variées du désastre – social, humain, existentiel, écologique – sont, comme je le crois, à rapporter au capitalisme, alors l'évitement du désastre ne passe que par la sortie du capitalisme. Or je pense que les manières locales de désertir le capitalisme ne sont que des manières partielles. Car, évidemment, ces manières locales ne peuvent internaliser toute la division du travail, et elles demeurent de fait dépendantes de l'extérieur capitaliste pour une part de leur reproduction matérielle. Ce que je dis là n'enlève rien à la valeur de ces expérimentations. Du reste, je ne pense pas qu'elles-mêmes se rêvent en triomphatrices du capitalisme ! Comme expérimentations, précisément, elles nourrissent le désir collectif d'en triompher, et c'est considérable. Mais, pour en triompher vraiment, il y aura nécessairement une étape d'une tout autre nature. L'étape d'une confrontation globale et décisive. On ne demandera pas au capital d'envisager gentiment de rendre les clés, quand il est manifeste qu'il épuisera jusqu'au dernier gramme de minerai, fera décharge du dernier mètre carré disponible et salopera jusqu'au dernier cours d'eau pour faire le dernier euro de profit. Ces gens ont perdu toute raison et déjà ils n'entendent plus rien. L'alarme climatique, d'ailleurs loin d'épuiser la question écologique, aidera peut-être à en venir à l'idée qu'avec le capital, maintenant, c'est lui ou nous. Mais si le problème se pose en ces termes, il faut en tirer les conséquences. Le capital est une puissance

macroscopique et on n'en viendra à bout qu'en lui opposant une force de même magnitude. De là, logiquement, je vais chercher dans l'histoire les catégories homogènes à un affrontement de cette échelle. Ces noms et ces mots que vous rappelez, on sait assez de quel terrible stigmatisme historique ils sont marqués – et qui explique la déshérence radicale où ils sont tombés. Je tâche d'y faire analytiquement un tri et d'en conserver l'équation stratégique qu'à mon sens ils ont adéquatément circonscrite, mais sans rien oublier des abominations qui sont venues avec la « solution ». C'est évidemment ce qui explique qu'ils aient à ce point disparu du paysage idéologique et qu'à la place on trouve l'horizontalité, la démocratie directe et les communes. Or, pour tout le bien-fondé de ces idées, je pense qu'elles relèvent de fait davantage du projet de *se soustraire* au capitalisme que de celui de le renverser. L'équation contemporaine c'est donc : comment les tenir, car il faut les tenir, mais dans un horizon de renversement ? Ce qui suppose de retrouver les « noms » ensevelis mais de donner à ce qui y gît une forme nouvelle.

Un spectre hante votre livre : « combien ». Les masses. Mais vous reconnaissez que le néo-capitalisme a « capturé » nos corps, qu'il soumet en séduisant. Le grand nombre a-t-il envie de s'extraire du cocon libéral et technologique ?

Frédéric Lordon C'est la question décisive. En réalité, c'est toujours la même question pour tout : où en est le désir majoritaire ? Wilhelm Reich avait compris qu'il y avait eu en Allemagne non pas juste une chape totalitaire tombée du haut, mais, « *en bas* », un *désir de fascisme*. On peut bien dire, identiquement, qu'il y a un désir de capitalisme et que c'est lui qu'il s'agit de vaincre. Ça n'est d'ailleurs pas seulement par la bricole

marchande qu'il nous tient mais, plus profondément encore, par le corps : le corps dorloté, choyé par toutes les attentions matérielles dont le capitalisme est capable. Il ne faut pas s'y tromper : la puissance d'attraction du capitalisme « par les corps » est immense. Nous sommes alors rendus aux tautologies du désir : pour sortir du capitalisme, il faut que se forme un désir de sortie du capitalisme plus grand que le désir de capitalisme. Tout dépendra des solutions qui seront proposées à cette équation. La solution « ZAD » est admirable en soi mais elle est d'une exigence qui la rend très difficilement généralisable. C'est une solution pour « virtuoses », pas pour le grand nombre. Qu'il nous faudra consentir à des réductions de nos conditions matérielles d'existence en sortant du capitalisme, la chose devra être claire et admise. Mais dans des proportions tout de même qui la rendent raisonnablement praticable. Une trajectoire postcapitaliste reposant sur une hypothèse de dé-division du travail massive ne me semble pas viable. Notre problème, c'est donc de conserver la division du travail disons dans ses « ordres de grandeur » actuels – je dis ça sans préjudice de toutes les réductions que nous pourrions et devrions lui infliger –, mais en la revêtant de rapports sociaux de production entièrement neufs. Par exemple en abolissant la propriété lucrative des moyens de production pour la remplacer par une propriété d'usage, comme dit Bernard Friot. Transformation dont on voit bien qu'elle suppose ni plus ni moins qu'une révolution juridique. C'est-à-dire, puisqu'il s'agit du point de droit névralgique qui soutient tout le capitalisme, une révolution tout court.

Au titan (le capital), vous assurez qu'il faut opposer un géant (les masses). Gulliver, sur l'île de Lilliput, a été enchaîné par des « insectes humains » : pourquoi une fédération de communes « swiftienne » n'y arriverait-elle pas ?

Frédéric Lordon Je serais tenté de dire que la fédération des communes, elle vient surtout après : elle est ce qui suit le renversement... ne serait-ce que parce que je vois mal les pouvoirs stato-capitalistes laisser prospérer avec largesse une fédération de communes qui aurait pour objectif avoué de les renverser. Quant à ce qui opère le renversement, je pense que ce sera dans les faits d'une autre nature. Laquelle, je ne sais pas. Mais ou bien ce sera coordonné, et puissamment, d'une manière ou d'une autre, ou bien ce ne sera pas. Dans l'affrontement des blocs, « nous » sommes pourtant infiniment plus nombreux que le « eux »

d'en face. Mais « ils » sont infiniment mieux coordonnés que nous. L'oligarchie est une classe consciente et organisée. Et elle a pour elle un appareil de force qui fonctionne carrément à la coordination militaire. La dissymétrie dans la capacité de coordination lui fait surmonter à l'aise la dissymétrie numérique écrasante en sa défaveur. À un moment, il faudra bien réfléchir à ça. Nul n'en tirera la conséquence que nous n'avons qu'à répliquer « leur » forme de coordination, forme militaire comprise ! Mais il faut que nous en trouvions une – ou plusieurs d'ailleurs, mais articulées a minima. Sauf miracle, la spontanéité signifie la dispersion et n'arrive à rien. Pourtant, dira-t-on, le Chili, le Liban, l'Équateur... Oui, d'accord, attendons quand même un peu pour faire les bilans. Et craignons qu'ils ne soient pas fondamentalement différents de ceux qu'on a pu tirer après les printemps arabes. Ces demi-échecs sont le fait de coordinations *d'action* suffisantes – pour produire « quelque chose » – mais sans véritable coordination de *visée* : faire quoi quand on a « réussi », quoi mettre à la place de ce qu'on renverse ? Imaginons, pour le plaisir, un acte II ou III des gilets jaunes qui parvient à l'Élysée, et vire Macron manu militari. Quoi après ? C'est tellement incertain que c'en est difficilement figurable. Soit les institutions, intouchées, auraient accommodé le choc, quitte à se transformer à la marge ; soit, comme toujours, ce sont des groupes déjà *organisés* qui auraient raflé la mise. Le problème c'est que, dans la gauche radicale, intellectuelle notamment, tout un courant de pensée s'oppose à l'idée de visée, d'orientation stratégique, comprise, disons les choses, comme « capture bolchevique ». Alors on cultive l'idée du mouvement pour le mouvement, l'idée de l'intransitivité, on dit de bien belles choses, que le but est dans le chemin et que ce qui compte, ce sont les devenir. Je ne méconnais nullement le risque inhérent à ceux qui se présentent pour, littéralement, prendre la direction des choses. Ce n'est pas un hasard qu'il s'agisse du même mot : toute proposition de direction enveloppe une candidature à diriger. Mais je crois que notre seul choix c'est d'assumer ce risque, de trouver à le contenir en l'ayant d'abord bien réfléchi, car si on ne sait pas où l'on va... il est certain qu'on n'arrive nulle part. En fait, voilà pourquoi il faut être organisé et savoir où l'on va : parce que d'autres sont organisés et savent où ils vont.

Vous rappelez que l'écrasement de Kronstadt par les bolcheviks a marqué « un coup d'arrêt » démocratique. Mais au regard de la conception verticale et militaire qu'avait

Lénine de la révolution, le ver n'était-il pas dans le fruit ?

Frédéric Lordon Oui, il y était. Et c'est bien ça le problème. Le drame c'est quand ce qui nous libère du capitalisme nous laisse sur les bras un appareil formé au chaud de la convulsion révolutionnaire si elle tourne en guerre civile. Donc un appareil d'État originellement militarisé. Soit une verticalité policière, vouée au pire. Il faut bien voir la différence, abyssale, de configuration entre l'expérience russe et les expériences de type Chiapas-Rojava, et les contraintes que respectivement elles imposent, ou dont elles soulagent. Le Chiapas et le Rojava ont jusqu'à présent tiré avantage d'une hostilité « modérée » de leur environnement. Et puis ils se constituent comme des enclaves homogènes : les individus y sont d'emblée accordés autour d'une manière commune de vivre. La révolution dans un pays capitaliste développé se pose dans de tout autres coordonnées : avec la perspective inévitable d'avoir à réduire une réaction intérieure ultradéterminée, puissante, et puissamment soutenue par un extérieur capitaliste qui veut également à tout prix voir échouer une expérience communiste. Ce sont des conditions d'hostilité qui sont sans commune mesure. La situation de 1917 a imposé ses réquisits et ils étaient terribles. Les corps collectifs comme les corps individuels font ce qu'ils peuvent dans les situations de vie ou de mort. Comment on fait quand on se retrouve confronté à ce problème objectif, et comment on s'en tire après ? Voilà le problème que je pose – et dont je n'ai pas le commencement d'une solution. Mais je tiens au moins que si les problèmes ne sont pas convenablement posés, les « solutions » seront à coup sûr déconnantes. Imaginez en France une masse assez importante qui investit une portion de territoire conséquente pour se faire un équivalent de Rojava. Et vous pensez que l'État français, centraliste, jacobin, laisserait faire une chose pareille ? Il n'a même pas toléré une ZAD. Le temps a passé, le capital s'est déplacé, il est devenu (encore plus) méchant, l'État du capital avec lui, même une possibilité comme le Larzac d'il y a quarante ans n'existe plus.

Il y a dans vos pages un souci de l'homme ordinaire – de « la gente común », diraient les

zapatistes. Vous réhabilitez le quotidien quand d'autres misent tout sur l'Événement : rompre avec l'ordre en place relèverait de la course de fond ?

Frédéric Lordon Je ne récuse nullement la catégorie d'événement, en tout cas en son sens ordinaire – l'événement au sens de Badiou ou Deleuze, c'est autre chose. Écarter l'« événement », en quelque sens que ce soit, tout en réhabilitant le « Grand Soir », il faut avouer que ce serait singulièrement incohérent. Non, pour emprunter son titre à Ludivine Bantigny, je dirais plutôt que, passé le Grand Soir, il faut penser aux petits matins – moins enthousiasmants. L'effervescence du moment insurrectionnel est par définition transitoire. L'erreur serait de prendre ses intensités particulières pour une donnée permanente. Je me méfie des formules politiques qui tablent « en régime » sur une forte mobilisation au quotidien. C'est trop demander : le désir des gens, c'est de vivre leur vie. Bien sûr, cette antinomie de la « politique » et de la « vie » a sa limite, et l'on pourrait dire que la ZAD, le Chiapas ou le Rojava, c'est vivre d'une manière qui est immédiatement politique, qu'y vivre c'est intrinsèquement faire de la politique. Alors la séparation de « la politique » et de « la vie » est résorbée. Mais il faut avoir atteint ce stade de résorption pour que l'idée même de « mobilisation au quotidien » s'en trouve dissoute et que, simplement vivre, ce soit de fait être mobilisé. Pour l'heure, nous qui contemplons la perspective d'un dépassement du capitalisme, nous n'y sommes pas, en tout cas pas majoritairement. Il faut donc trouver des voies politiques révolutionnaires qui fassent avec la « *gente común* » comme elle se présente actuellement, sans minimiser les déplacements considérables dont elle est capable, mais sans non plus présupposer des virtuoses de la politique, ayant déjà tout résorbé, tout dépassé, capables même de performances « éthiques » bien au-delà du simple fait de « vivre politiquement » – donc sans présupposer que tout ce qu'il y a à faire est comme déjà fait. Finalement, l'une de mes préoccupations dans ce livre c'est ça : continuer de penser une politique qui ne soit réservée ni à des moments exceptionnels (« événements ») ni à des individus exceptionnels (« virtuoses »).

Entretien réalisé par Joseph Andras